

Élections municipales à Marseille : le maintien d'un système géopolitique local à bout de souffle servi par la fragmentation urbaine

Anaïs Voy-Gillis¹

« L'objet du pouvoir souverain, c'est le territoire. »

N. Machiavel

La campagne des élections municipales de 2014 à Marseille a été marquée par des discours récurrents sur la sécurité, la fracture nord/sud, les problèmes de propreté qui pouvaient être le signe d'un désaveu du maire sortant Jean-Claude Gaudin, et un candidat socialiste, Patrick Mennucci, souvent annoncé comme le futur maire. Or rien ne s'est passé comme les sondages le prévoyaient. Patrick Mennucci n'a obtenu que 53 000 voix contre 105 000 au premier tour de la présidentielle de 2012 pour le candidat socialiste François Hollande. Ces élections ont montré un affaiblissement considérable et inattendu de la gauche, l'entrée de vingt élus du Front national à la mairie centrale, alors que pourtant le nombre de voix obtenues par ce parti n'a rien d'exceptionnel comparé à celui de 1995, et ont donné la majorité absolue à la droite qui pourtant a un nombre de voix en baisse. Que s'est-il donc passé ?

1. Étudiante à l'Institut français de géopolitique, université Paris-VIII.

En tout premier lieu la dualité nord/sud telle qu'elle est présentée dans la presse, avec l'appui de cartes électorales ou statistiques et dans les discours politiques est trop simpliste, car Marseille ne souffre pas d'une fracture, mais d'une multitude de fractures que les indécisions de la politique urbaine et l'absence de vision sur le long terme ont maintenues, voire aggravées. Ce morcellement urbain résulte de choix politiques et de logiques de fiefs politiques qui ont un impact sur les résultats électoraux dont nous étudierons les ressorts à travers l'exemple des primaires socialistes d'octobre 2013.

Marseille présente quelques spécificités territoriales. Hormis sa façade ouest ouverte sur la Méditerranée, la ville est ceinturée par un ensemble de collines et de massifs calcaires qui a eu des conséquences sur la croissance et l'organisation urbaines, en limitant son expansion et les possibilités d'accès vers le nord. Ayant un très vaste territoire (22 800 hectares, deux fois Paris *intra muros*), la ville s'est construite autour du regroupement de villages, dont la trace se retrouve encore dans l'identité de certains quartiers, puis de grands ensembles bâtis dans les années 1960, enfin de copropriétés récentes et de pavillons venus combler l'espace entre noyaux villageois et HLM. De larges voies de communication traversent la ville de part en part accentuant encore les fractures et enclavant certains quartiers.

Néanmoins, à la différence de Paris, la densité de population n'y est pas élevée et l'habitat y est même parfois discontinu et très diversifié : immeubles d'habitat social, résidences privées, copropriétés de standing protégées et maisons individuelles. Espaces de travail et d'habitat sont aussi imbriqués, ce qui lui donne un visage hétéroclite non seulement à l'échelle de la ville mais aussi au niveau des arrondissements. Cette mosaïque urbaine [Roncayolo, 1996] et sociale se retrouve dans la géographie électorale plus complexe que ne le laissent penser les représentations dominantes qui opposent quartiers nord et quartiers sud.

Les primaires socialistes : une logique de construction de fiefs politiques

Les nombreuses affaires politico-financières auxquelles les élus du PS ont été ou sont mêlés ont sans doute mobilisé les Marseillais lors des primaires socialistes pour désigner la tête de liste aux municipales. En effet, près de 21 000 personnes se sont déplacées, soit seulement 5 000 de moins que pour désigner le candidat socialiste à l'élection présidentielle. La participation à ces primaires a été particulièrement importante dans les 7^e et 16^e arrondissements qui sont les fiefs respectifs de Patrick Mennucci et de Samia Ghali, les deux têtes de liste en concurrence. Samia Ghali, sénatrice socialiste et maire du secteur 8 qui constituent les 15^e et 16^e arrondissements, a su mobiliser ses électeurs : pour ces primaires municipales, les taux de participation dans ces arrondissements ont

HÉRODOTE

été plus élevés qu'aux primaires présidentielles. Cette mobilisation est d'autant plus remarquable qu'il s'agit de quartiers où l'abstention est d'habitude très forte (dépassant généralement 55%). Le reproche a d'ailleurs été fait à S. Ghali de jouer sur le communautarisme, et même d'avoir faussé le scrutin en déployant des bus dans les quartiers nord pour que les habitants se rendent aux urnes. Mais il n'y avait que cinquante-cinq bureaux de vote pour tout Marseille (plus de 400 pour les élections), et si la démarche de S. Ghali est inhabituelle, elle révèle aussi une insuffisance chronique des transports pour répondre aux besoins de la population.

Cette mobilisation différenciée entre les territoires a été pointée du doigt par J. Fourquet [2013] qui a comparé les résultats aux deux primaires dans les 8^e et 9^e arrondissements et les 14^e et 15^e arrondissements qui ont un nombre d'habitants comparable, 17 865 pour les premiers et 17 909 habitants pour les seconds. Pour les primaires socialistes de la présidentielle dans les 8^e et 9^e arrondissements, 5 699 personnes se sont déplacées contre seulement 2 486 personnes dans les deux autres arrondissements. En revanche, en 2013, c'est l'inverse, 2 577 votants pour les deux premiers arrondissements et 4 224 pour les seconds. Le travail de proximité réalisé par Samia Ghali et ses équipes militantes lui ont permis de mobiliser et d'arriver en tête au premier tour des primaires.

Ces primaires confirment qu'il y a une logique de fiefs à Marseille encore renforcée par la présence de réseaux clientélistes. Au premier tour Patrick Mennucci arrive en tête dans le 1^{er} et le 7^e arrondissement qui forment le secteur 3² dont il est le maire et dans le 2^e et 3^e arrondissements qui constituent la circonscription dont il est le député. Marie-Arlette Carlotti arrive en tête sur ses terres des 4^e, 5^e, 6^e et 8^e arrondissements qui forment sa circonscription législative. Cette logique de fief révèle, d'une part, que le Parti socialiste est divisé et, depuis la mort de Gaston Defferre en 1986, toujours en quête d'un leader capable de s'imposer à tous, et que, d'autre part, sa gestion politique est extrêmement territorialisée.

Ainsi Marseille est encore marquée par les trente années d'administration defferriste, et par le système politique construit par Gaston Defferre : une gestion très personnalisée du pouvoir et des institutions, avec une légitimité fondée sur les liens d'amitié et sur les jeux d'alliances plutôt que sur les convictions idéologiques, qui fonctionne à droite comme à gauche.

2. Marseille, comme Lyon et Paris, dispose d'un statut administratif particulier fixé par la loi du 31 décembre 1982 dite loi PML. Les mairies d'arrondissement ont le statut d'une structure élue à l'échelon local, elles n'ont cependant pas la compétence régaliennne de collecter l'impôt et répartissent les fonds que leur alloue la mairie centrale. Elles n'ont que peu de pouvoirs. À Marseille, il n'y a pas de mairies d'arrondissement contrairement aux autres villes, mais des mairies de secteur qui sont un découpage administratif regroupant deux arrondissements.

Une sévère claqué électorale pour les socialistes

La claqué électorale infligée aux socialistes serait-elle le signe que le système politique marseillais socialiste avec contrôle de territoires électoraux est en train de s'affaiblir ? La perte de terrain est en effet très importante pour le Parti socialiste local, puisqu'il n'a désormais qu'une seule mairie de secteur, celle du 8^e, acquise au second tour, contre trois en 2008. La droite, qui avait une majorité simple en 2008 (51 sièges) et avait même perdu la mairie du 1^{er} secteur gagnée par Patrick Mennucci en 2008, a en 2014 une majorité absolue (61 sièges sur 101) et dirige six municipalités de secteur (5 UMP, 1 DVD ancienne PRG qui a basculé à droite). Plusieurs facteurs permettent d'expliquer cette défaite.

2008, 2014 : des contextes différents

Premièrement, ces élections se sont déroulées dans un contexte très différent de celui de 2008. À cette date, la droite était au pouvoir à Marseille et au niveau national, et ne bénéficiait donc pas d'une très bonne image. Le PS marseillais n'était pas encore mêlé à de nombreuses affaires et était encore dirigé par l'influent Jean-Noël Guérini, président du conseil général des Bouches-du-Rhône. Ce dernier était la tête de liste des socialistes pour l'élection à la mairie centrale et candidat dans le 3^e secteur (4^e et 5^e arrondissements) face à Renaud Muselier (sénateur UMP). Sa défaite dans ce secteur, pour quelques centaines de voix, a coûté à la gauche sa victoire à la mairie centrale. Mais cette courte défaite donnait l'espoir de gagner la mairie la fois suivante, en 2014. Les socialistes se sont mis à y croire d'autant plus que la population de Marseille était de nouveau à la hausse (plus de 53 000 habitants entre 1999 et 2010) et qu'ils pensaient assez naïvement que ce nouvel électorat leur serait favorable, que les Marseillais mécontents de la gestion municipale de Jean-Claude Gaudin étaient de plus en plus nombreux et enfin que le maire sortant commençait à se faire vieux. Mais, en 2014, les affaires Guérini ont contraint le PS à prendre ses distances avec le leader socialiste marseillais, et à le remplacer dans le 3^e secteur par Marie-Arlette Carlotti (ministre déléguée aux Personnes handicapées et à la Lutte contre l'exclusion dans le gouvernement Ayrault). Celle-ci se présente aux primaires socialistes, des sondages l'ayant convaincue qu'elle avait de grandes chances de l'emporter. Or, aux primaires socialistes, elle est éliminée au premier tour par Samia Ghali et Patrick Mennucci, et aux municipales elle est largement battue dans son secteur dès le premier tour par Bruno Gilles, sénateur UMP et leader de la droite locale, qui obtient 41,76 % contre 25 % pour la candidate socialiste. Pourtant, les électeurs se sont plus mobilisés que dans d'autres secteurs, puisque l'abstention y était seulement de 41 %

Herodote, n° 154, La Découverte, 3^e trimestre 2014.

HÉRODOTE

contre 46,47 % en moyenne dans le reste de la ville. Ce résultat s'explique en partie par une campagne déconnectée des réalités des électeurs. Marie-Arlette Carlotti, pensant que son statut de ministre jouerait en sa faveur, a fait distribuer un tract pour présenter ses fonctions dans lequel elle vantait l'action du gouvernement alors que l'image de celui-ci était des plus négative. L'autre secteur clé des élections pour que les socialistes emportent la mairie était le 6^e, regroupant les 11^e et 12^e arrondissements, à l'est de Marseille, essentiellement habités par des retraités ou des personnes relativement aisées. Le maire sortant de droite, Robert Assante, était entré en dissidence, ce qui laissait entrevoir une quadrangulaire, configuration que la gauche estimait plutôt favorable. Le candidat socialiste de ce secteur était Christophe Masse qui y est bien implanté et de plus héritier d'une lignée socialiste marseillaise. Pourtant, malgré les divisions de la droite et la présence du FN, il obtient moins de 17 % au premier tour et seulement 23,36 % au second tour après fusion avec la liste du Front de gauche, ce qui est très insuffisant pour battre la droite, d'autant que les deux listes de droite ont fusionné pour le second tour.

Sur l'ensemble de Marseille, la gauche s'est effondrée dans tous les secteurs, y compris dans celui de Samia Ghali même si elle le conserve, car, contrairement à 2008, elle n'a pas pu éviter un second tour. C'est la chute considérable des voix de gauche qui explique la forte progression en nombre d'élus de la droite et de l'extrême droite et non la progression de leur nombre de voix, la droite connaît même une baisse.

TABLEAU 1. – LES MUNICIPALES DE 2008 À MARSEILLE

Secteur	1 ^{er} tour				2 ^e tour			
	Nombre d'inscrits	Abstention, en%	Union de la gauche	UMP	Nombre d'inscrits	Abstention, en%	Union de la gauche	UMP
1 ^{er} secteur	42 882	33,99	9 886	10 069	42 875	39,83	13 949	13 544
2 ^e secteur	31 024	46,29	8 892	4 262	-	-	-	-
3 ^e secteur	53 967	38,81	12 127	13 630	53 957	34,04	16 776	17 761
4 ^e secteur	77 501	40,27	12 895	23 600	-	-	-	-
5 ^e secteur	76 730	41,56	14 097	21 493	76 713	37,55	19 257	27 343
6 ^e secteur	72 366	42,42	15 874	18 014	72 350	35,49	20 676	24 661
7 ^e secteur	76 575	44,98	19 462	13 250	76 558	39,45	24 525	17 200
8 ^e secteur	43 761	47,43	11 643	5 612	-	-	-	-

Source : mairie de Marseille.

Hérodote, n° 154, La Découverte, 3^e trimestre 2014.

TABLEAU 2. – LES MUNICIPALES 2014 À MARSEILLE

Secteur	1 ^{er} tour				2 ^e tour			
	Nombre d'inscrits	Abstention, en %	PS-EELV	UMP	Nombre d'inscrits	Abstention, en %	PS-EELV	UMP
1 ^{er} secteur	43 167	44,17	6 331	9 063	43 161	39,82	10 175	11 279
2 ^e secteur	31 564	54	2 458	3 405	31 564	50	4 937	7 215
3 ^e secteur	52 577	41,31	7 425	12 575	52 562	38,95	10 328	14 773
4 ^e secteur	78 113	43,49	8 200	21 527	-	-	-	-
5 ^e secteur	79 985	45,19	6 475	19 396	79 979	42,40	9 860	22 851
6 ^e secteur	77 265	43,77	7 040	14 891	77 257	41,02	10 287	20 559
7 ^e secteur	81 959	50,72	8 467	10 882	81 953	43,23	14 696	14 529
8 ^e secteur	46 467	53,50	6 634	4 393	-	-	-	-

Source : mairie de Marseille.

Le contexte national n'a certainement pas favorisé le PS marseillais, cependant il ne suffit pas pour expliquer une débâcle aussi importante. Il règne une forme de fatalisme qui laisse penser aux Marseillais que, gauche ou droite, rien ne changera leur vie et que la politique à Marseille relève plus de petits arrangements entre droite et gauche que d'enjeux idéologiques. Par exemple, le socialiste Eugène Caselli dirigeait la communauté urbaine Marseille Provence Métropole alors que la gauche y était minoritaire. Le même Caselli a contribué à enterrer un rapport sur la gestion de la propreté à Marseille, sous la pression de FO (Force ouvrière), syndicat majoritaire à la mairie de Marseille. On sait la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône mêlée à de nombreuses affaires, or il n'y eut aucune décision prise par le PS concernant Jean-Noël Guérini. Ce n'est qu'en avril 2014 que ce dernier a été exclu après qu'il a fait lui-même le choix de quitter le PS et de fonder son propre parti politique « Force du 13 ».

En 2008, la gauche partait unie contrairement à 2014, où trois listes s'opposaient : celle du Parti socialiste, celle du Front de gauche et celle de Pape Diouf (ancien président de l'Olympique de Marseille). Sa liste « Changer la donne » était un collectif citoyen, dont certains sont d'anciens élus d'Europe Écologie-Les Verts. Elle avait pour ambition de sortir « des pratiques politiciennes et du clientélisme et œuvrer pour l'intérêt général³ ». Il a capté une partie de l'électorat socialiste,

3. Selon les informations mises en ligne sur le site de campagne de Pape Diouf – www.papediouf.fr.

HÉRODOTE

notamment dans les zones populaires et au sein des communautés autrefois étrangères ; il est aussi apprécié des supporters de l'OM qui estiment qu'il est le dernier grand dirigeant que le club a connu même s'il ne bénéficie pas d'une aura aussi importante que Bernard Tapie. Il a aussi réussi à mobiliser des électeurs des cités qui traditionnellement ne votent pas comme à la Busserine (14^e arr.), où il obtient d'ailleurs ses meilleurs scores (plus de 30 % dans certains bureaux de vote alors qu'en moyenne il dépasse à peine 5 % sur la ville). On observe que là où ses listes réalisent de bons scores, le FN est faible et inversement. Au second tour, il a refusé de donner des consignes de vote alors que le PS était prêt à accepter une fusion. Sa présence a contribué à produire un éclatement des voix de la gauche, servant au passage les intérêts de la droite.

En 2008, la liste Union de la gauche obtenait 39,1 % (104 876 voix), en 2014, l'addition des voix des trois listes (53 030 pour le PS, 18 132 pour le Front de gauche et 14 377 pour Changer la donne, soit 85 537 voix) permet d'atteindre les 33,5 %, ce qui fait un différentiel de voix entre les deux élections de 20 000 voix, même si l'on ne peut pas systématiser les comportements électoraux des électeurs.

Le choix politique de Patrick Mennucci

Patrick Mennucci souhaitait avoir un discours de réalité sur Marseille. Ses attaques frontales contre les réseaux clientélistes tels que celui de Force ouvrière ont contribué à lui faire perdre des voix. Des entretiens réalisés entre février et mai 2014 ont fait apparaître que Force ouvrière, dont Jean-Claude Gaudin est le président d'honneur, a battu le rappel dans ses rangs avant le premier tour des municipales pour insister sur les conséquences très négatives de la victoire de la gauche sur la vie des personnes ayant des emplois publics. Ce thème de campagne semblait pourtant bien choisi car la propreté et le « fini-parti⁴ » ont été des thèmes récurrents de la campagne des municipales. Mais c'était sous-estimer la force du réseau de FO. Patrick Mennucci a aussi perdu des voix auprès des supporters de l'Olympique de Marseille en annonçant son souhait de vendre le Stade Vélodrome. Or les clubs de supporters tirent une grande partie de leurs bénéfices en vendant des abonnements et des places d'entrée au stade, la vente du stade leur aurait fait perdre cet avantage.

Comme le vote se fait majoritairement par réseau, et que peu de gens votent, le contrôle des réseaux est essentiel pour gagner l'élection. Si les comportements

4. Le « fini-parti » est une pratique professionnelle qui permet aux éboueurs marseillais de mettre fin à leur journée de travail dès que leur tournée est terminée, même s'ils n'ont pas effectué le nombre d'heures prévu par leur contrat de travail. En mai 2014, la cour administrative d'appel de Marseille a jugé illégale cette pratique.

clientélistes existent à peu près partout mais de façon marginale, à Marseille ils sont plus fréquents qu'ailleurs et s'expliquent en partie par l'histoire et le système économique de la ville. Le taux d'offre d'emploi à Marseille est inférieur à celui d'autres agglomérations comme Lyon ou Paris, l'emploi y est donc plus rare, ce qui contribue à favoriser le clientélisme d'autant plus que le secteur public prédomine sur le secteur privé. Or, aujourd'hui, du fait d'une gestion plus rigoureuse des finances municipales, les emplois publics à offrir sont de moins en moins nombreux. Une autre source de clientélisme sont les logements sociaux mais, aujourd'hui, ceux qui sont vacants sont souvent situés dans des zones très défavorisées où seules des populations très pauvres, généralement étrangères et qui n'ont donc pas le droit de vote, acceptent d'aller s'installer. Seules restent les subventions aux associations pour alimenter le système clientéliste mais elles aussi sont à la baisse. Aussi le contrôle électoral par les réseaux clientélistes est-il moins solide puisque les avantages à distribuer sont en baisse.

Enfin, la défaite de P. Mennucci peut s'expliquer par deux autres éléments : le premier est sa personnalité un peu abrupte, l'autre est le fait qu'il n'a jamais réussi à mettre les barons socialistes locaux au pas. Ainsi, il n'a pas pu imposer ses têtes de liste – elles lui ont été imposées ; et il n'y a pas eu une campagne socialiste à Marseille mais huit mini-campagnes, chacun adaptant ses thèmes de campagne à son territoire et à ses électeurs. Par exemple, S. Ghali n'a repris ni le logo ni le slogan du PS.

À droite, renforcement des bastions électoraux et alliances avec les ennemis de Mennucci

Jean-Claude Gaudin a obtenu la majorité absolue avec 61 conseillers municipaux : même en 1995, sa majorité n'était pas aussi confortable. Or, si les résultats de l'UMP sont relativement stables par rapport au premier tour de la présidentielle de 2012 puisqu'elle ne perd que 5 000 voix, en revanche, elle perd près de 13 500 voix par rapport aux scrutins de 2008. L'UMP a peu fait campagne et s'est contentée de défendre un bilan pourtant décrié. En effet, les politiques mises en place et les aménagements réalisés se sont concentrés essentiellement sur le centre-ville (Vieux-Port, Joliette, rue de la République) ainsi que sur les arrondissements du sud de la ville avec pour objectif de changer l'image de Marseille et de la rendre plus attractive, tout en délaissant une partie croissante de la population, surtout celle des quartiers nord et des zones fragilisées (aucun prolongement des réseaux de transport, habitat dégradé). C'est donc logiquement que J.-C. Gaudin obtient ses meilleurs résultats dans le sud de Marseille, les quartiers aisés, avec une pointe à plus de 70 % dans le bureau de vote du quartier très bourgeois du Prado.

HÉRODOTE

En outre, dans le 2^e secteur de Marseille (2^e et 3^e arrondissements comprenant le quartier du Panier), terre d'influence de Jean-Noël Guérini, la droite a fait alliance au second tour avec Lisette Narducci, maire PRG sortante, mais non investie par le PS car jugée trop proche de J.-N. Guérini et qui s'est donc présentée sur une liste dissidente divers droite. Cette alliance avec la droite, sans doute encouragée en sous-main par Guérini, a fait perdre à la gauche un secteur qui lui est pourtant sociologiquement acquis.

Le vote Front national transcende le clivage nord/sud

Le Front national a une histoire particulière avec Marseille. C'est ici qu'il a dépassé pour la première fois la barre des 20 % dans les années 1980, qu'il a réalisé ses premières alliances avec la droite en 1986. Il tient dans cette ville, comme dans la région en général, une ligne idéologique plus dure que dans le reste de la France, ethnicisant son discours et construisant l'image de l'immigré comme une menace pour l'emploi. En 1986, grâce au scrutin à la proportionnelle, sur onze députés marseillais quatre étaient frontistes. Au premier tour de la présidentielle de 1988, Jean-Marie Le Pen a devancé Jacques Chirac et Raymond Barre. Aux municipales de 1988, 1995 et 2001, ses scores oscillaient entre 13 et 19 %. Marseille était alors une zone de force pour le Front national, dont la progression a connu un coup d'arrêt avec la scission de Bruno Mégret en 1998, qui a entraîné avec lui la majorité des cadres et des militants du FN. Il ne restait alors presque plus rien de l'appareil du parti. Aux municipales de 2008, il n'obtient même que 8,36 % des suffrages exprimés alors qu'en 2014 il est le seul parti dont tous les candidats sont présents au second tour, obtenant des scores entre 35 et 50 % alors même qu'aucun n'avait de réelle notoriété. En effet à Marseille, paradoxalement, le FN ne dispose d'aucun appareil militant (peut-être est-ce une séquelle de la scission ?) et son électorat est volatil.

Il y a trois types d'électeurs du Front national à Marseille. Le premier groupe est historique et représente un électorat stable. Il s'agit des anciens proches de l'OAS, nostalgiques de l'Algérie française. Le deuxième type correspond à des habitants issus de l'immigration et qui refusent l'arrivée de nouveaux arrivants qui leur donnent une mauvaise image selon eux. Enfin, le troisième type correspond aux exclus du système clientéliste qui pensent que le FN y mettra bon ordre. En fait, il n'est pas rare que, dans les réunions publiques, des citoyens viennent demander aux élus s'ils ont pu faire quelque chose pour leur logement, l'obtention d'un travail et autres... Après une demande répétée, certains font le choix du FN au motif que les élus sont inefficaces. Ils arrivent qu'ils ne votent qu'une fois pour le parti de Marine Le Pen.

128

Hérodote, n° 154, La Découverte, 3^e trimestre 2014.

ÉLECTIONS MUNICIPALES À MARSEILLE : LE MAINTIEN D'UN SYSTÈME GÉOPOLITIQUE LOCAL...

Cependant, malgré une progression du nombre d'inscrits sur les listes entre 2002 et 2014 et une stabilisation de l'abstention, le FN n'a pas progressé en nombre de voix. La liste FN emmenée par Stéphane Ravier a perdu 20 000 voix par rapport au score de Marine Le Pen à la présidentielle (59 000 contre 79 000) et n'améliore son score que de 1 500 voix au second tour. Rappelons qu'à l'élection présidentielle de 2002 Jean-Marie Le Pen obtenait 68 000 voix au premier tour et près de 85 000 au second; de plus, à cette même élection se présentait aussi Bruno Mégret sous l'étiquette du Mouvement national républicain (MNR) qui a obtenu près de 12 000 voix à Marseille (soit 80 000 voix FN + MNR avec moins d'inscrits). Si l'on passe outre l'élection de 2007 où les voix du FN ont été partiellement absorbées par Nicolas Sarkozy, on s'aperçoit que la progression du parti n'est pas aussi importante qu'annoncé. En revanche, il progresse par rapport aux élections municipales de 1995, c'est-à-dire avant la scission, où le FN avait pu se maintenir au second tour dans 7 secteurs sur 8. Il avait alors obtenu 51 621 voix au premier tour contre 57 780 au premier tour de 2014.

TABLEAU 3. – FRONT NATIONAL :
RÉSULTATS AUX ÉLECTIONS MUNICIPALES DE 1995 ET 2014

Secteur	1995				2014	
	1 ^{er} tour		2 ^e tour		1 ^{er} tour	2 ^e tour
	Abst. en %	Voix	Abst. en %	Voix	Voix	Voix
1 ^{er} secteur	45,3	4 466	39,1	4 135	3 526	3 670
2 ^e secteur	44,6	4 268	39,0	4 095	2 329	2 974
3 ^e secteur	44,7	5 587	38,0	5 021	5 464	5 834
4 ^e secteur	43,1	6 944	-	-	7 440	-
5 ^e secteur	44,3	7 848	37,7	7 138	10 829	11 704
6 ^e secteur	45,1	7 135	36,7	6 521	10 942	13 189
7 ^e secteur	46,6	9 627	38,8	9 119	12 857	15 971
8 ^e secteur	47,3	5 746	43,1	5 829	4 393	5 607
Marseille	47,3	51 621	38,5	41 920	57 780	58 949

Sources : mairie de Marseille et ministère de l'Intérieur.

HÉRODOTE

La géographie du vote FN reste contrastée, faible dans les arrondissements du centre (1^{er}, 2^e et 3^e) qui sont pourtant très inégalitaires, paupérisés et où il y a un taux d'étrangers important, ce qui est considéré par nombre d'analystes comme des facteurs qui lui sont théoriquement favorables; élevé dans tous les autres arrondissements, dépassant le traditionnel clivage entre nord de la ville plutôt à gauche et sud plutôt à droite. Il a réussi le pari de faire du PS la 3^e force à Marseille alors que ce dernier comptait sur les triangulaires pour gagner l'élection.

Stéphane Ravier arrive en tête dans le 7^e secteur (13^e et 14^e), où il a obtenu une moyenne de 32,88 % avec des pointes à 40 % dans certains bureaux de vote. Le FN réalise également de très bonnes performances dans les 15^e et 16^e arrondissements où sa liste arrive en 2^e position avec plus de 30 % des suffrages (environ 7 200 voix). S'il fait en général des résultats supérieurs à 25 % dans les bureaux de vote de ces arrondissements, ses scores sont cependant inférieurs à 15 % dans les bureaux de vote des cités de la Castellane ou de la Solidarité. L'habitat de ces arrondissements étant très hétérogène, les grands ensembles jouxtent souvent des pavillons et des maisons individuelles, la lecture des résultats au niveau du bureau de vote croisée avec une observation de l'habitat permet de comprendre que les cités ne votent pas ou votent plutôt pour des listes alternatives, quand l'habitat résidentiel et individuel des classes moyennes votent FN. Il obtient aussi de très bons scores dans les 10^e, 11^e et 12^e arrondissements où l'habitat est à prédominance individuelle.

Une crise majeure de la représentativité

Les élections municipales de 2014 ont été marquées par une crise majeure de la représentativité.

L'abstention a été très forte, elle est de 46,47 %, contre 36,45 % en moyenne pour le reste de la France. Elle atteint des sommets dans les quartiers nord, où elle est en moyenne supérieure à 65 %, avec des pointes à 70 % dans certains bureaux de vote du 15^e arrondissement. Elle est en revanche beaucoup plus faible dans les arrondissements de l'Est marseillais : 4^e, 5^e, 11^e, 12^e arrondissements. Or l'abstention sert la survie du clientélisme car, comme il y a très peu de votants par secteurs (entre 25 et 30 % sur l'ensemble de la population et entre 30 et 60 % des inscrits), il suffit que les « clients » se déplacent aux urnes pour élire celui qui offre le plus.

L'abstention, marqueur de la pauvreté

L'affaiblissement de la vie politique est lié à un changement progressif de populations. Entre 1975 et 1995, Marseille a perdu environ 12 000 habitants. Les populations arrivées dans les cités dans les années 1960 sont parties, soit vers

un logement plus récent et pour un meilleur cadre de vie, soit en accédant à la propriété. Quant aux classes moyennes et aisées, elles ont quitté Marseille souvent pour fuir l'ambiance jugée pesante, mais aussi pour se rapprocher des bassins d'emploi d'Aix, de Fos-sur-Mer et de l'étang de Berre, départs qui ont contribué à paupériser le Nord et le centre-ville. Autre facteur de l'affaiblissement de la vie politique, celui des syndicats qui ont progressivement perdu de l'influence alors qu'ils avaient un rôle d'encadrement et de socialisation de leurs membres, entre autres par les luttes menées ensemble.

Les problèmes d'accès à l'emploi sont persistants pour la population peu qualifiée qui pâtit d'un réseau de transport inadapté aux réalités territoriales et à ses besoins. Le réseau est insuffisant pour couvrir les déplacements intraurbains, et il est inadapté pour les déplacements hors de Marseille. Or la majorité des bassins d'emploi se trouvent à l'extérieur de la ville. Cette inadaptation est le reflet d'une approche fragmentée de la gouvernance des transports, comme le note l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) dans son rapport de décembre 2013 sur la future métropole Aix-Marseille. De nombreux emplois ne sont pas pourvus et, compte tenu des distances et des cadences proposées par les transports publics, l'automobile est souvent le seul recours en dépit d'un contexte de paralysie de la circulation. Moins de 30 % des déplacements au sein de l'aire urbaine d'Aix-Marseille se font en transport public, contre plus de 50 % au sein de l'agglomération lyonnaise. Le système de transports publics métropolitain est très fragmenté et il n'y a aucune coordination des réseaux à l'échelle de la métropole. Les lignes de métro et de tramway sont courtes et se superposent. Il y a deux lignes de métro et deux de tramway seulement alors que la ville est deux fois plus vaste que Paris et cinq fois plus que Lyon. Les bus sont peu nombreux et les temps d'attente souvent longs (de plus de 20 minutes). Pour aller de la cité des Flamants au Vieux-Port, il faut compter près d'une heure, en ayant toutes les correspondances à l'heure. Il est donc plus que nécessaire d'avoir un véhicule particulier pour se déplacer dans et hors de Marseille. Les arrondissements périphériques (partie sud des 8^e et 9^e arrondissements, partie est du 12^e, les 11^e, 13^e et 16^e arrondissements) sont, bien sûr, les plus difficiles d'accès en transports publics.

Dans la situation actuelle, les habitants des quartiers défavorisés se trouvent presque assignés à résidence. Exclue du marché de l'emploi, isolés dans leurs cités mal desservies et sous-équipées, hors des réseaux clientélistes pour nombre d'entre eux. Mais tous les habitants ne perçoivent pas de la même manière cette nécessité de prolonger les réseaux de transport. En effet, les habitants aisés des 7^e et 8^e arrondissements craignent que le prolongement des lignes vers le nord amène chez eux des populations dont ils ont peur. Chaque été, l'arrivée de populations des quartiers nord sur les plages des Catalans ou du Prado est vécue par les habitants comme « l'irruption d'Attila le Hun et de ses hordes sauvages ».

Des politiques trop éloignées des préoccupations des électeurs

Les appareils partisans se trouvent affaiblis par le vieillissement des cadres qui n'ont plus la même ardeur militante, par l'épuisement des ressorts politiques traditionnels et les scandales à répétition qui touchent tant la gauche que la droite.

Les Marseillais semblent exprimer un besoin d'ordre et souhaitent sortir de l'incivilité et de l'insécurité. La forte médiatisation des problèmes liés aux trafics de drogues et d'armes conduit à une augmentation des peurs, ce repli s'exprime par l'érection de barrières autour des logements pour se protéger comme dans le choix de l'extrême droite.

Cette quête de protection se mesure à l'augmentation du nombre de résidences intégralement fermées. Environ 29%⁵ des logements font aujourd'hui partie d'une résidence fermée selon une enquête récente du Laboratoire population environnement et développement⁶ (LPED). Ces fermetures touchent les quartiers sud (8^e et 9^e arrondissements), toutefois, ce phénomène s'est aussi développé dans les quartiers nord et est (11^e, 12^e, 13^e, 14^e et 15^e arrondissements). Cette tendance n'est pas propre à Marseille mais, dans cette ville, elle concerne tous les types de logements : ancien, récent, individuel ou collectif. Par conséquent, il ne s'agit pas de ghettos de riches, d'ailleurs il y a peu de résidences huppées à Marseille. La mairie vante une volonté de mixité sociale, or les derniers projets d'aménagements comme les Terrasses de la Méditerranée, qui ont pour objet de favoriser la mixité sociale dans des quartiers paupérisés, créent souvent une juxtaposition de populations différentes qui ne communiquent pas et, pire, sont défiantes les unes à l'égard des autres. La proximité spatiale n'induit pas une proximité sociale et le Front national progresse fortement dans ces zones de cohabitations. Ces clôtures, qui ne sont ni maîtrisées, ni contrôlées par les pouvoirs publics, ont des incidences sur la cohérence des quartiers et sur les déplacements. Elles coupent des axes de transport et compliquent la circulation des automobiles et des bus. En effet, dans certains quartiers de Marseille, de nombreuses voies publiques qui traversaient les copropriétés construites dans les années 1950 ont été progressivement privatisées et fermées à la circulation publique. Marseille est cosmopolite d'apparence, mais l'édification d'entre-soi est de plus en plus importante.

La défaite de Patrick Mennucci ne résulte pas seulement du contexte national défavorable mais aussi d'une multitude d'autres facteurs et des stratégies des barons locaux.

5. Selon une étude conduite par Élisabeth Dorier et Sébastien Bridier, enseignants-chercheurs pour le Laboratoire population environnement et développement à l'université Aix-Marseille ; et avec l'aide de doctorants : Julien Dario, Gwenaëlle Audren, et Damien Rouquier.

6. « Hautes clôtures à Marseille », *Libération*, 3 octobre 2013.

Jean-Claude Gaudin et Jean-Noël Guérini sont deux des principaux artisans du clientélisme, qui structure la ville avec le syndicat Force ouvrière. Le système est usé et vieilli mais reste efficace. Il a encore permis aux vieux réseaux de garder le contrôle de la ville. Mais, en l'absence de stratégies politiques sur le moyen et long terme, la municipalité de Marseille laissera se développer de profondes inégalités, provoquant l'exclusion grandissante d'une partie de sa population, perdant progressivement le contrôle de la partie de son territoire passé sous celui des réseaux parallèles, en particulier ceux de la drogue.

Bibliographie

- FOURQUET J. (2013), « Élections primaires à Marseille : entre logiques de fiefs et fracture Nord/Sud, note n° 197 », Fondation Jean-Jaurès.
- LIRZIN F. (2013), *Itinéraire d'une rebelle*, Éditions de l'Aube, La Tour-d'Aigues.
- RAMBERT M. (1934), « Marseille, la formation d'une grande cité moderne. Étude de géographie urbaine », thèse de doctorat présentée à la faculté de lettres de l'université de Paris.
- RONCAYOLO M. (1996), *Les Grammaires d'une ville. Essai sur la genèse des structures urbaines à Marseille*, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, Paris.
- VIARD J. (2014), *Marseille, le réveil violent d'une ville impossible*, Éditions de l'Aube, La Tour-d'Aigues.